COMMUNALISM : Journal international pour une société rationnelle
Numéro 6 | Mars 2003

Des bases pour des programmes communalistes

Par Eirik Eiglad

Les théories ne sont pas portées en haute estime au sein des mouvements radicaux actuels. (1) 'Ne théorisez pas !' semble être le maître mot de beaucoup de radicaux autoproclamés aujourd'hui, accentuant à la place l'activisme et la protestation. Non seulement la plupart de ce qui passe pour des mouvements de Gauche a une forte poussée anti-théorique, mais de nouveaux mouvements sociaux promeuvent même l'irrationalisme comme une vertu. En conséquence, ils sont enfoncés dans un bourbier de pragmatisme, de choix de style de vie et d'attitudes apolitiques. Des alternatives à cette dégénération intellectuelle sont terriblement nécessaires. De cela, l'écologie sociale et son communalisme se distinguent par une philosophie politique et une approche révolutionnaire cohérente. (2)

L'émergence du communalisme écologique social

L'écologie sociale a émergé en réponse au déclin du radicalisme traditionnel qui était basé exclusivement sur la lutte entre les ouvriers salariés et le capital. Après la Deuxième Guerre Mondiale, des développements radicalement nouveaux au sein du capitalisme ont diminué la taille numérique du prolétariat. Au même temps, le succès des partis sociaux-démocrates dans plusieurs parties du monde occidental a remédié à certains des problèmes économiques et sociaux les plus immédiats créés par l'économie de marché, conduisant à une plus proche collaboration entre les syndicats et les gouvernements et rendant le capitalisme plus acceptable. Dans les années qui ont suivi, malgré ce que prétendent les Marxistes, il est devenu clair que les mouvements de travailleurs n'ont pas constitué la force hégémonique d'un changement social.

Au début des années 60, un nouveau radicalisme s'est développé autour de nouvelles questions qui ont jailli au sein de l'agenda social. L'oppression des femmes et les dévastations écologiques, le racisme et la guerre du Vietnam ont conduit à de forts mouvements sociaux, de pair avec une variété d'initiatives citoyennes – dont aucune ne pourrait être englobée au sein de mouvements basés sur les problèmes liés aux usines. Ces tendances radicales ont énormément influencé les comportements populaires. Mais, de façon regrettable, leurs mouvements avaient de fortes limitations et ils n'ont pas réalisé leurs potentiels qui leur auraient permis de devenir des forces sociales réellement libératrices.

De fait, elles sont demeurées fragmentées et se sont souvent faites récupérées, de diverses façons, par la culture existante. Il en est ressorti un regain des 'identités politiques' et le déclin d'approches radicales cohérentes qui revendiquent des relations sociales fondamentalement différentes. Plusieurs luttes se sont mélangées

avec des questions existentielles et parfois même personnelles écartant le besoin d'une recherche théorique plus en profondeur qui ont amené leurs organisations à s'orienter uniquement sur des questions précises et à devenir ad-hoc par nature. Ce développement à l'intérieur des 'nouveaux mouvements sociaux', comme ils allaient être nommés, a été lié au développement constaté à l'intérieur des universités : après l'échec de la Gauche pour mettre en œuvre une société libératrice et coopérative, des centaines de radicaux désillusionnés se sont jetés sur les universités et, au nom de l'antitotalitarisme, ont commencé une croisade académique contre l'objectivité du projet révolutionnaire. (3)

Dégouttés par le dogmatisme et l'autoritarisme des partis ouvriers traditionnels, qui ont mené au Stalinisme totalitaire à l'Est et au conservatisme social en Occident, ces universitaires ne se sont pas arrêtés à critiquer le marxisme vulgaire et les formes autoritaires d'organisation. Au nom du postmodernisme, du relativisme éthique et du 'déconstructionisme social', ils ont poursuivi leur opposition au totalitarisme de façon tout à fait paranoïaque. Le progrès se vit rejeté comme une illusion, l'éducation fut représentée comme autoritaire, l'idéologie devint considérée comme dogmatique et la raison elle-même fut rejetée – des caractéristiques qui définissent toutes théories sociales sensées. Pendant qu'ils se retiraient de la sphère publique au profit des universités, ils ont dédaigné jusqu'aux valeurs qui ont inspiré les révolutionnaires durant plus d'un siècle et demi. Au lieu de redéfinir le projet révolutionnaire, ces anciens radicaux l'ont abandonné en bloc ; au mieux s'engageaient-ils dans des critiques ad hoc de certaines caractéristiques de la société du moment.

Mais les relations de base qui maintiennent cette société doivent toujours être fondamentalement transformées. Non seulement le problème social de l'exploitation est toujours présent, mais d'autres formes d'aliénations et d'oppressions demandent aussi notre attention, comme la centralisation grandissante, l'homogénéisation sociale ainsi que le développement de la vision économique au sein de sphères toujours plus larges de la vie culturelle. De plus, des impératifs écologiques rendent nécessaires pour nous de reconsidérer le rôle de la société au sein de la biosphère. Les racines de ces maux se retrouvent schématiquement à l'intérieur de la structure sociale de la domination et plus particulièrement au sein du système économique capitaliste. La dynamique de l'économie de marché et ses impératifs de compétitivité va continuellement tirer ses profits au dépend des être humains et de la biosphère. Une approche sociale révolutionnaire est clairement nécessaire pour sortir du capitalisme une fois pour toute. Un tel effort doit *transcender* les formes traditionnelles du socialisme et de l'anarchisme et certainement aussi de tout ce qui passe comme idéologie de 'Gauche' ou 'radicale' aujourd'hui. Néanmoins, nous devons *conserver* les meilleurs aspects de la Gauche traditionnelle – comme son engagement en faveur de la raison, son utopisme constructif, son analyse de classe ainsi que sa participation à la vie publique et aux luttes sociales – tout en les *élargissant*. On ne peut pas laisser notre politique être arbitraire ; à l'inverse, nous devons l'ancrer idéologiquement et historiquement au sein des théories sociales ainsi que de la tradition révolutionnaire.

Répondant à ce défi, l'écologie sociale s'est mise en place avec une philosophie politique cohérente. Originalement lancée en 1964 par le penseur radical américain Murray Bookchin, cette approche unit les idées libertaires de l'anarchisme social avec les questions écologiques tout en parvenant à conserver le meilleur de la tradition marxiste, dont sa critique du capitalisme. (4) Son projet pour un changement social

révolutionnaire s'est concrétisé sous la forme du municipalisme libertaire. La création d'une société écologique requière une décentralisation à grande échelle de la vie sociale vers une taille humaine et une transition vers des formes écologiques de production. Selon cette analyse *sociale* écologiste, le capitalisme et l'Etat sont essentiellement les causes principales de la crise écologique et sociale actuelle et doivent être éliminés, de même que toutes les formes de hiérarchies et de dominations. Les activistes radicaux doivent créer de nouvelles relations sociales et de nouvelles institutions libératrices. La solution fondamentale à nos problèmes sociaux et écologiques est d'accroître le pouvoir des gens et de créer une société socialiste libertaire.

L'écologie sociale nous emmène vers le développement d'une idéologie communaliste – assurant la conservation de cette analyse fondamentale – qui nous donne la vision d'une société écologique rationnelle, de même qu'une structure tangible pour des pratiques, sociales et politiques, radicales. La politique du communalisme – le municipalisme libertaire – définit la tentative pour renforcer et restructurer les municipalités au dépend de l'Etat centralisé. Il a pour but de créer et de donner du pouvoir aux assemblées populaires àl'intérieur des municipalités et d'en faire des forums où les citoyens peuvent participer collectivement au façonnement de leur propre futur. Ces assemblées populaires décideront de toutes les questions importantes, comme l'éducation, la défense, la santé, la production et la distribution. Les municipalités démocratiques s'uniront et formeront des confédérations, une forme d'organisation interrégionale dans laquelle des membres individuels d'un conseil confédéral sont mandatés et révocables par leur assemblée populaire respective.

Les communalistes font une distinction claire entre les assemblées démocratiques, qui prennent toutes les décisions politiques, et les conseils et comités qui prennent en charge les fonctions administratives et coordinatrices. Ces confédérations municipales devront défier, affronter et en *définitive* remplacer l'Etat et le pouvoir centralisé en tant que tel. Le communalisme va en outre remplacer le capitalisme par une économie municipalisée et guidée par des principes de partage et de solidarité. Les municipalités démocratisées vont s'adapter avec soin à leur environnement naturel alentour, grâce aux technologies écologiques et le savoir, et essayer de créer un équilibre écologique entre la campagne et la cité.

Bien que le municipalisme libertaire ait été consciencieusement exprimé à travers les différents cercles de l'écologie sociale durant ces trente dernières années, il a bel et bien de profondes racines sises au sein des luttes sociales. Historiquement, la politique communaliste est ancrée dans la lutte ancestrale entre l'indépendance des cités des ambitions impérialistes de l'Etat. D'un côté, les citoyens se sont par le passé battus pour préserver et étendre les valeurs civiles et les libertés municipales ; de l'autre, les nobles, les rois et les empereurs ont fait quantité d'efforts pour supprimer l'autorité locale et les confédérations. (5) Cette tension a explosé régulièrement en de sanglantes guerres civiles et des soulèvements révolutionnaires, en particuliers ceux de la Révolution Française de 1789-94 et la Commune de Paris de 1871, où les citoyens de Paris ont exigé de remplacer l'état Français par une confédération de municipalités. (6)

Le communalisme comme approche dialectique

Alors que les postmodernistes, avec leur relativisme philosophique et éthique, focalisaient leur attention sur la légitimation idéologique du statu quo, les écologistes sociaux ont lancé une alternative réalisable pour faire revivre la Gauche radicale avec une vision portant en direction d'un changement fondamental de cette société. (7) Néanmoins, le communalisme est plus que la théorie politique et la pratique du municipalisme libertaire. Il faut explorer le communalisme en tant que philosophie politique cohérente capable de comprendre pleinement son approche sociale révolutionnaire. Elle contient non seulement une politique libertaire et une analyse sociale non-hiérarchique, mais aussi une philosophie qui donne au communalisme sa poussée développementale et éthique – à savoir, le naturalisme dialectique.

Le naturalisme dialectique est une façon de comprendre la société et son monde naturel en les présentant en tant que phénomènes en développement. (8) Sous cet aspect, la nature est sa propre évolution tout comme la société est sa propre histoire. Les phénomènes biologiques et culturels ne peuvent être expliqués comme il faut simplement par leur fixité, leur forme ou leur existence factuelle ; ils doivent être connectés de façon cumulative à leur passé ainsi qu'à leur futur. Un naturaliste dialectique doit explorer leurs potentialités et leur logique interne, dans le but de faire ressortir ce qu'ils peuvent devenir si la raison l'emporte. Le « devrait être » éthique, qui peut avoir un fondement objectif, doit toujours servir d'indication pour remettre en question et corriger l'état présent, et nous guider au-delà du réformisme, du pragmatisme et du subjectivisme promu par les radicaux d'aujourd'hui. Une telle compréhension dialectique, avec ses considérables implications, est indispensable à l'explication de la dimension politique du communalisme.

Premièrement, le naturalisme dialectique ancre le combat pour une société rationnelle au sein du long et douloureux développement de l'humanité en direction de formes plus étendues de consociation sociale et de subjectivité humaine. Plus spécifiquement, il place cette lutte dans le contexte des potentiels de la société pour la coopération, la liberté et la conscience de soi. Puisque l'histoire n'a pas été une expansion unilinéaire de la liberté et de la conscience de soi, l'humanité devrait chercher à développer de façon consciente la coopération et les institutions libertaires qui servent son propre développement. (9) Ainsi, une société socialiste libertaire n'est pas un choix personnel ou 'imaginaire' (comme cela a été avancé récemment par certains écologistes sociaux), mais elle doit être considérée, après des études approfondies sur l'émergence de la culture humaine et de ses institutions sociales, comme une organisation sociale dans sa forme la plus *rationnelle*. Le communalisme considère la société présente comme irrationnelle et cherche ce qui est rationnel dans l'histoire humaine pour améliorer la condition humaine et reconstruire notre relation entre la société et le monde naturel. Une telle analyse dialectique renie l'apparente 'réalité' du capitalisme d'Etat global, ainsi que le 'réalisme' pragmatique des politiciens, lobbyistes et activistes réformistes, en faveur d'une réalisation des potentialités humaines amenant une liberté sociale et la rationalité. (10)

Deuxièmement, une approche dialectique est nécessaire pour comprendre la tension latente entre l'Etat et la municipalité. Ce conflit historique est, par essence, antagonique et une renaissance de la vie communautaire ainsi que de la démocratie municipale peut seulement se réaliser par la destruction de l'Etat. En contraste avec la municipalité, qui potentiellement et dans sa pleine réalisation est une démocratie directe dynamique, l'Etat, un appareil centralisé et professionnalisé possédant le

monopole de violence social, n'est de par sa logique interne jamais démocratique mais totalitaire, comme l'a prouvé le siècle dernier. De temps en temps, cette tension latente entre la municipalité et l'Etat éclate en des conflits sociaux ravageurs, mais la plupart du temps les conflits demeurent silencieux et les libertés municipales y perdent continuellement du terrain au profit des élites étatiques. Il ne peut y avoir aucun compromis avec l'Etat dans la création d'une société écologique et libertaire, car tout le pouvoir que les municipalités parviennent à obtenir se fera au dépend du pouvoir de l'Etat, et vice versa. Cette prise de conscience est l'une des particularités principales du municipalisme libertaire et elle définit son propre rôle historique.

Enfin, les communalistes conduisent cette approche dialectique au sein des sphères de l'activisme. Le communalisme affirme que des confédérations composées de municipalités démocratiques forment la structure institutionnelle d'une société rationnelle et écologique. Ce renouveau de la sphère publique devrait apporter une grande envergure aux activistes radicaux. Les communalistes, c'est certain, doivent développer un programme clair de comment ils peuvent progressivement réaliser cette vision. La révolution sociale dont on se languit nécessite un long processus irrégulier. Des programmes élaborés avec soins sont pour cette raison essentiels et constituent un moment dialectique de notre travail d'activiste. Appelant au final à une refonte totale de notre société suivant une ligne libertaire et égalitaire, nos demandes basées sur des programmes[1] nous aident à agir en tant que révolutionnaires dans une période réactionnaire. De fait, les programmes communalistes marquent le lien entre nos idéaux et la réalité dans laquelle nous vivons. Ces programmes nous permettent de conserver nos aspirations utopiques pendant que nous nous engageons dans la pratique de la politique et l'activisme.

La société capitaliste présente oblige les communalistes à prendre la position la plus résolue contre elle, cependant chacun doit avoir conscience qu'un changement révolutionnaire demande un processus de maturation. Une révolution sociale n'arrivera pas d'un simple claquement de doigts ou de quelqu'un jetant un pavé, particulièrement aujourd'hui où nous ne sommes pas capables de mobiliser de grandes masses de personnes sous les bannières de la démocratie municipale et de la révolution sociale. (11) La Révolution Française était elle-même le produit d'une longue maturation sociale organisée par les citoyens de Paris et elle n'est devenue possible qu'après près d'un siècle de pensée sociale et de philosophie des Lumières.

Cela ne veut pas dire que nous sommes obligés d'attendre jusqu'à ce que la population se soulève spontanément ou seulement nous confiner à répandre des idées. Le communalisme met en avant une politique qui cherche à mobiliser, éduquer et permettre aux gens d'avoir du poids à travers l'établissement d'assemblées populaires et l'introduction d'un agenda social radical. (12) A cet égard, la révolution sociale sera le conflit final qui mettra un terme au capitalisme et à l'Etat une bonne foi pour toute. Dans la mesure où les processus sociaux ne sont pas prédéterminés, la création d'une société rationnelle doit représenter un effort des plus conscient de la part des activistes radicaux : « Le monde des faits n'est pas rationnel mais il doit être *conduit* vers la raison. » (13) Les radicaux doivent amener la société rationnelle à se réaliser en utilisant une vision rationnelle et une volonté résolue, deux éléments pour

[1] L'auteur utilise ici et à plusieurs reprises par la suite l'expression 'programatic demands' difficilement traduisibles en français. N.d.t.

lesquelles une approche dialectique et une organisation humaine structurée sont indispensables.

Des programmes communalistes

Karl Marx avait clairement compris cette responsabilité quand il affirmait que l'on devrait non seulement comprendre le monde mais aussi le changer. (14) Les organisations communalistes doivent développer des programmes et par ce moyen faire passer leur approche philosophique du royaume de l'analyse sociale et de la théorie à celui de l'activisme politique. Les demandes émanant de programmes peuvent représenter des idées municipalistes radicales dans une forme claire et précise. Plus spécifiquement, ces demandent doivent s'étendre de notre idéal d'une société future à nos préoccupations les plus immédiates. Au sein de la théorie révolutionnaire, cette escalade a été proprement désignée en termes de revendications maximums et minimums, ainsi qu'en revendications transitionnelles nécessaires. L'idée de programmes maximums et minimums a été en premier lieu développée par l'Internationale Socialiste et est toujours très valable aujourd'hui. Une pratique basée sur un programme a aidé l'ascension et a influencé beaucoup de partis socialistes et d'organisations radicales, mais hélas, leur compréhension limitée de l'Etat n'a pas mené à une société socialiste mais à notre propre dégénération et cooptation finale.

Les communalistes doivent s'inspirer de cette approche programmatique pour créer la pratique révolutionnaire la plus adéquate convenant à notre temps. Il est clair que les communalistes doivent s'engager dans la lutte sociale quotidienne et participer à la vie politique de tous les jours. En ce sens, le communalisme ajoute une nouvelle dimension à l'anarchisme traditionnel et au socialisme car il rétablit la vie politique comme une authentique sphère d'activité révolutionnaire. L'engagement et la participation ne prend pas forcément la forme du réformisme libéral si nous considérons nos buts à long terme comme la radicalisation de toutes nos demandes à chaque étape du chemin. Les demandes communalistes doivent placer les combats immédiats au sein du contexte de questions sociales plus profondes et rendre le besoin pour un changement révolutionnaire plus urgent dans les consciences des gens. Il y a des besoins matériels, culturels et psychologiques qui doivent être remplis avant que la révolution puisse être un succès et les communalistes y répondent avec leurs programmes et leurs activités.

La dialectique des programmes communalistes repose dans leur intention de développement, dans l'augmentation radicale des exigences. Durant la Révolution Française de 1789-94, il y eut une vague de nouvelles institutions révolutionnaires, dont la plupart – ironiquement – ont été créées par la monarchie et l'assemblée nationale mais furent transformée par le peuple pour satisfaire leurs besoins grandissants et leurs aspirations démocratiques. Les sections parisiennes, par exemple, ont été construites sur la base des districts des assemblées électorales qui avaient été établies par la monarchie pour choisir les députés aux Etats Généraux. Avec la création et la montée du pouvoir des assemblées des sections, l'ouverture de ces sections aux portions les plus pauvres de la société et l'élection d'un vaste nombre de comités qui assumaient diverses responsabilités, cette révolution a atteint des proportions considérables qui ont été jusqu'à menacer l'Etat jacobin lui-même.

Malheureusement, les révolutionnaires n'ont pas réussi à solidifier leurs sections démocratiques et la révolution elle-même, cela en grande partie à cause du manque d'organisation et leur échec à mettre sur pied une théorie cohérente pour guider leur pratique. Les révolutionnaires d'aujourd'hui ne peuvent se permettre de laisser aveuglément les événements prendre le cours de la révolution sociale mais ils doivent apprendre sur les réussites, les défaites et les erreurs des révolutions passées par des études historiques précises. Le communalisme unit les buts libertaires avec les moyens libertaires et les activistes radicaux devraient œuvrer pour introduire et développer petit à petit des institutions révolutionnaires ainsi qu'à encourager la mise en place d'un nouveau siècle des Lumières. La préparation et l'organisation sont cruciales pour le projet révolutionnaire et la transition vers une société libertaire et écologique. Les radicaux devraient utiliser des formulations et des présentations basées sur un programme comme une clé indispensable pour cette transition.

Néanmoins, je dois rappeler que les programmes communalistes n'ont pas pour vocation d'apporter un plan pour la réorganisation sociale. La dimension utopique du projet révolutionnaire est nécessaire pour préserver la vision d'un futur rationnel. Par-dessus tout, nous avons une responsabilité éthique à rendre le monde rationnel, et aucun programme ou plan ne pourra jamais être un substitut pour cette compréhension dialectique. Au lieu de cela, il le complète avec de l'action pratique et des formes d'organisations démocratiques.

Potentialités et le besoin pour un changement via un programme

Un mouvement politique libératoire doit dégager les potentialités au sein des communautés et des cultures, et ces moments doivent être reproduits dans ses programmes. Ces programmes doivent être flexibles et adaptés aux situations locales, traitant des besoins urgents du moment en offrant des solutions radicales aux problèmes immédiats. Mais bien que les demandes minimums doivent être appliquées localement et régionalement, certaines demandes maximums sont requises si le programme veut demeurer communaliste, tels que l'abolition de toutes les formes de hiérarchies et de domination, l'établissement de confédérations municipales et la mise en place d'un nouveau système d'économie morale. En résumé, les communalistes vont se battre pour ces demandes avec l'intention finale de détruire les limites que le capitalisme et l'Etat nous ont imposé et celle de réaliser une société rationnelle.

Le contenu de ces programmes peut être dégagé des potentiels libératoires latents présents au sein des traditions locales, des structures institutionnelles, des luttes sociales, des traits culturels et particulièrement dans l'histoire humaine elle-même. (15) Pour faciliter leur réalisation, les communalistes doivent donner à leurs programmes une forme cohérente et claire. Presque tous les jours, des sujets émergent et appellent l'attention du public, tels que la fermeture d'une école, la pollution d'une rivière, les attaques racistes sur des immigrants, ou la construction d'un centre commercial. Quand de telles questions arrivent, les communalistes devraient faire entendre leur opinion partout et lier les questions précises avec celles qui se montrent plus générales.

Considérons, par exemple, un problème social comme l'attaque actuelle contre les services publiques. Dans plusieurs endroits du monde industriel, le capitalisme néolibéral détruit les apports de l'aide sociale qui auparavant aidait le capitalisme à survivre aux crises du passé. En Norvège aujourd'hui, les services publics sont progressivement détruits au nom de la privatisation et de la rationalisation, comme si les gens, la vie communautaire et la culture étaient des produits dispensables qui doivent être abandonnés ou vendu sur le marché. Beaucoup de personnes ont compris ceci, mais ils trouvent difficile d'agir contre ce processus ou ne serait-ce que faire entendre leur opinion à ce sujet. La résistance populaire à cette politique est normalement limitée à fonctionner au sein du schéma capitaliste. A cet égard, les communalistes ont beaucoup à offrir avec leurs idées sur la municipalisation, le confédéralisme et l'établissement des assemblées populaires. On peut prendre presque n'importe quel problème social ou écologique, le réexposer sous forme d'un programme communaliste et de cette façon chercher à diriger l'attention populaire vers les causes du problèmes et non simplement contre ses effets.

En contraste au postmodernisme et au poststructuralisme, le communalisme avance un ensemble d'idées cohérentes qui sont pertinentes au niveau social et applicable à notre époque. Son but fondamental est d'éliminer l'ordre social bourgeois actuel qui appauvrit la société et détruit le monde naturel. Alors qu'elle fut une vraie force sociale par le passé, la Gauche a à présent perdu ses repères en faveur d'un étalage d'« imaginaires » individualistes, mystiques, de spiritualismes variés et d'identités particulières ou via la rébellion personnelle. Le capitalisme et l'Etat semble être complètement enracinés et en confiance, donc secouer leurs fondations va demander une réponse sérieuse – en définitive, un vrai mouvement *politique* déterminé et organisé. Ces institutions ne vont pas disparaître par elles-mêmes, ni par des changements de comportements personnels ou des entreprises communautaires bienveillantes – *une population puissante*[2] doit les renverser. Ce n'est pas un jeu, un exercice académique ou un acte théâtrale et les activistes radicaux ne peuvent agir sans la pratique théorique, politique et vécue impliquée dans le changement social – toutes unies au sein d'un corps cohérent d'idées politiques.

Les programmes communalistes peuvent être formulés et présentés différemment, mais ils reposent en fin de compte sur la résistance et l'engagement des organisations qui présentent ces demandes. Les communalistes révolutionnaires doivent construire des organisations fortes qui vont énergiquement exprimer leurs demandes et chercher à étendre la conscience sociale ainsi qu'à participer dans la restructuration des municipalités. Tous les pays et les régions ont leurs propres traditions spécifiques en matière de gouvernement populaire, tandis qu'elles partagent des potentiels universels en matière de révolution citoyenne et sociale. Beaucoup dépend de si les révolutionnaires sont capables de prendre avantage de ces possibilités, par l'éducation et la prise de pouvoir, dans le but d'amener l'humanité dans une nouvelle étape historique de développement.

Notes

1. Cet essai a été publié à l'origine dans *Left Green Perspectives* # 40 (Février 1999). Il a été légèrement modifié pour sa publication ici. (Il a été écrit une année avant la

[2] 'Empowered people' dans l'original. N.d.t.

résurgence des protestations radicales mondiales contre la « globalisation », marquée par la large manifestation à Seattle, en novembre 1999, mais n'a pas pour autant perdu de son acquitté.)

2. Pour un survol général de la politique de l'écologie sociale et du communalisme, le lecteur devrait étudier au moins *Une société à refaire : pour une écologie de la liberté* (Lyon : Atelier de création libertaire, 1992 / Montréal : Ecosociété, 1993) de Murray Bookchin et *Le municipalisme libertaire* (Montréal : Ecosociété, 1998) de Janet Biehl.

3. Cette tendance académique est devenue répandue en France après l'échec des événements de mai-juin de Paris en 1968.

4. « Ecologie et pensée révolutionnaire » de Murray Bookchin a été écrit pour la première fois en 1964 et a été republié dans *Post-Scarcity Anarchism* (Montréal : Black Rose Books, 1986). La première fois que le municipalisme libertaire a été présenté était au sein d'un éditorial du Groupe Anarchos, « Spring Offensives and Summer Vacations », *Anarchos*, no.4 (Juin 1972), aussi rédigé par Murray Bookchin.

5. Pour une étude approfondie des fondations historiques et théoriques du municipalisme libertaire, voir Murray Bookchin, *From Urbanization to Cities : Toward a New Politics of Citizenship* (London : Cassell, 1995).

6. Les marxistes autant que les anarchistes ont chéri cet héritage politique, mais c'est seulement avec le municipalisme libertaire que cette tendance « assembléeiste » et « communarde » a reçu une considération théorique, historique et programmatique.

7. Plusieurs théoriciens radicaux ont essayé d'ancrer la lutte pour une politique démocratique sur des « imaginaires sociaux » (Castoriadis) ou un « relativisme démocratique » (Fotopoulos), mais leurs catégories tendent à se fondre au sein de l'arbitraire subjectif du postmodernisme. Ils ne parviennent à expliquer pourquoi nous devrions choisir certains imaginaires ou approches politiques plutôt que d'autres.

8. Pour des éclaircissements plus poussés sur le naturalisme dialectique, voir Murray Bookchin, *The Philosophy of Social Ecology : Essays on Dialectical Naturalism* (Montréal : Black Rose Books, éd. rev. 1995), ainsi que Janet Biehl, « Dialectics in the Ethics of Social Ecology », in *Finding Our Way : Rethinking Ecofeminist Politics* (Montréal : Black Rose Books, 1991). *Re-enchanting Humanity: A Defence of the Human Spirit Against Antihumanism, Misantrhopy, Mysticism, and Primitivism* (London: Cassell, 1995) de Murray Bookchin donne à ces idées philosophiques un enchâssement historique.

9. Pour une discussion sur la différence entre nos possibilités humaines à créer une société libertaire et nos capacités pour construire des régimes totalitaires, voir « History, Civilization and Progress », in Bookchin, *The Philosophy of Social Ecology*, pp. 159–161.

10. La distinction que Hegel fait dans *La science de la logique* entre « réalité » (*Realitaet*) et « actualité » (*Wirklichkeit*) est fondamental pour ce que nous considérons comme le « réel ».

11. Les récentes protestations à Seattle, Prague et Gènes ont clairement été des mobilisations massives, mais leur contenu a été vague et – au lieu de donner lieu à une forme mature de créativité politique – elles se sont limitées à de simples actes de protestation. La lutte pour une société rationnelle doit être un processus d'instruction populaire[3] et d'organisation radicale.

12. Les assemblées populaires vont elles-mêmes être les institutions les plus appropriées pour introduire et se battre en faveur des demandes basées sur nos programmes. (Elles vont sûrement être des arènes pour une lutte des classes, car la demande pour mettre un terme à l'exploitation est un composant crucial de l'agenda communaliste.)

13. Herbert Marcuse, *Raison et révolution : Hegel et la naissance de la théorie sociale* (Boston : Beacon Press, 1941 pour la version anglaise), p.156, accentué dans l'originale.

14. « Les philosophes ont uniquement interprétés le monde, de diverses façons ; l'important, cependant, est de le changer. » Karl Marx, *Thèse sur Feuerbach*, in *The Marx-Engels Reader*, ed. Robert C. Tucker (New York and London : W.W. Norton & Co., 1972 pour la version anglaise), p. 145.

15. Voir Dan Chodorkoff, « Social Ecology and Community Development », in *Society and Nature*, vol. 1, no. 1 (1992) et « The Revolutionnary Potential of the Municipality » de Janet Biehl, discours délivré à la conférence sur le municipalisme libertaire à Plainfield, Vermont, 1999 (manuscrit non publié) et plus particulièrement « The New Municipal Agenda », pp. 201-245, in *From Urbanization to Cities* de Murray Bookchin.

[3] '*Popular enlightenment*' dans l'original. N.d.t.